

L'une des plus grandes victoires économiques des 50 dernières années a été la libéralisation des échanges commerciaux après des cycles successifs de négociations au GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce]. Cependant, un autre processus de libéralisation au moins aussi spectaculaire que la mondialisation du commerce a aussi vu le jour en dehors des négociations formelles ou de l'élaboration des règles internationales – je veux parler de la libéralisation des mouvements mondiaux de capitaux.

Ces deux événements ne sont pas indépendants. La disparition systématique des obstacles au commerce, à l'échelle mondiale, associée aux diminutions radicales des coûts du transport et des communications ont ouvert la voie à l'émergence d'un véritable système mondial de production – où les sociétés sont de plus en plus libres d'assembler des intrants provenant de n'importe où au monde et de desservir un marché d'envergure planétaire également. Cet état de chose a, de son côté, accéléré la mondialisation des investissements, car les sociétés se sont rendu compte que le meilleur moyen de bénéficier d'un avantage comparatif en production, en approvisionnement et en technologie, c'est de s'assurer une présence directe sur les marchés étrangers.

Alors qu'auparavant le commerce prenait la forme d'échanges de biens entre des sociétés nationales opérant sur des marchés domestiques, aujourd'hui il suppose beaucoup plus la circulation de composantes, de services et de technologies au sein de sociétés internationales opérant sur des marchés mondiaux. Alors qu'auparavant l'investissement étranger était perçu comme un substitut au commerce, un moyen de sauter par-dessus les barrières nationales, il est maintenant pour de nombreuses sociétés un préalable incontournable, le point où commerce et investissement se confondent pratiquement.

Aujourd'hui, la production des filiales étrangères est la principale source d'approvisionnement des marchés étrangers en biens et services, au lieu des exportations. Derrière cette progression sans précédent de l'investissement étranger, se trouve la société transnationale, comme on l'appelle. Au cours des années 1990, près de 37 000 de ces sociétés ont engendré des ventes de 4,8 billions de dollars américains, alimentant ainsi le tiers de l'investissement étranger combiné de leurs pays d'origine et générant, directement ou indirectement près du tiers de la production mondiale. Prises ensemble, les succursales ou les filiales de sociétés particulières se partagent près du tiers des échanges mondiaux.

L'implication de ces chiffres est évidente. L'investissement mondial devient pour l'avenir économique du Canada au moins aussi important que le commerce international. Autrement dit, pour promouvoir ses objectifs concernant la stimulation de l'emploi et de la croissance, le Canada doit être une terre d'accueil pour les sociétés opérant à l'échelle mondiale et nourrissant des aspirations universelles.